

« Trump est encore plus irrationnel que les marchés »

« Le protectionnisme n'a de vertu que s'il est au service d'une politique industrielle », estime l'économiste **Dany Lang**, qui plaide pour une relance interne volontariste en Union européenne pour répondre à la guerre commerciale menée par Washington.



Les surtaxes américaines sur les importations chinoises et européennes doivent entrer en vigueur ce mercredi aux États-Unis. Comment expliquez-vous le comportement erratique des marchés boursiers ?

Le mini-krach de lundi n'est pas surprenant et constitue la suite logique des barrières douanières mises en place par Donald Trump. En tant qu'économiste postkeynésien, je soutiens l'idée de barrières douanières tant qu'elles restent des outils au service d'une politique. Mais, dans le cas de Trump, elles sont une fin en soi et ne s'accompagnent d'aucune stratégie industrielle, écologique ou sociale. Lorsque les tarifs douaniers ont été utilisés comme un outil du XIX^e siècle jusque dans les années 1980, c'était pour protéger une industrie définie comme prioritaire. La mesure supposait aussi la mise en place de subventions à cette filière. C'est exactement ce que Trump ne fait pas. Il érige même des barrières douanières contre l'avis des acteurs des secteurs concernés aux États-Unis. C'est le cas des constructeurs automobiles américains. Ces barrières sont l'expression d'une volonté de puissance qui s'accompagne de revendications sur le Groenland, le Canada, les terres rares... Mais il n'y a pas de rationalité économique à ces décisions. C'est ce qui inquiète les marchés boursiers.

L'objectif de Trump n'est-il pas de relocaliser les activités dans son pays ?

Pour faire cela, il faudrait mettre aussi en place une stratégie d'accompagnement des secteurs jugés prioritaires, avec des financements conséquents. Les usines ne tombent pas du ciel ! Il faut du temps pour qu'elles commencent à produire. Or, Trump applique des barrières douanières sur des produits où il n'y a aucune solution de substitution. Ce faisant, il ne va obtenir qu'un résultat : l'augmentation des prix aux États-Unis. Tout cela n'a aucun sens. Le protectionnisme n'a de vertu que s'il est un outil au service d'une politique industrielle ou agricole, d'une politique écologique et sociale. Or, l'écologie, Trump s'en fiche. L'industrie, il ne sait visiblement pas ce que c'est. Et pour le social, son but est de protéger uniquement ses électeurs blancs qui craignent le déclassement.

Assiste-t-on à la fin de la mondialisation ?

Que la mondialisation marque le pas, c'est une bonne nouvelle. Il n'y a aucun sens écologique ni social à confier la production des cornichons, que nous cultivons et que nous consommons en France, à des paysans indiens mal payés, alors que les Indiens n'en mangent pas. La mondialisation actuelle consiste surtout à

réduire les coûts de main-d'œuvre. Dans ce cas, ériger des barrières douanières fait sens. Les agriculteurs ont raison : il faut arrêter d'importer des produits qui contreviennent à nos normes environnementales, sanitaires et sociales. La mondialisation libérale, comme achèvement du capitalisme, asservit les producteurs du Sud au profit de consommateurs du Nord qui ont de moins en moins les moyens. Tant mieux si elle recule. Mais tout dépend par quoi elle est remplacée.

Quelle devrait être la réaction de l'Union européenne ?

Elle devrait cesser d'être plus royaliste que le roi et renoncer à se porter à la pointe du libre-échange dans toutes les arènes politiques. Ce faisant, elle nous empêche de figurer dans la compétition internationale en suivant les mêmes règles que les autres pays. Il faut arrêter de placer la politique de la concurrence au-dessus de toutes les autres. L'un des enjeux actuels, c'est le numérique. Du fait de nos règles de libre concurrence, nous achetons nos ordinateurs à des sociétés américaines. Nos logiciels et services numériques sont fournis par des sociétés américaines. Nos données figurent sur des clouds américains. L'Union européenne (UE) devrait au contraire favoriser l'émergence de géants européens, tout en instaurant des barrières douanières et sociales afin d'éviter la vente chez nous de produits fabriqués par des ouvriers mal traités et qui ne respectent pas nos normes environnementales. Or, l'UE fait exactement l'inverse en revenant sur les rares mesures courageuses qu'avait mises en place l'ancien commissaire Thierry Breton,

comme les directives relatives au devoir de vigilance des entreprises et à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises.

Comment l'Europe devrait-elle se positionner vis-à-vis de la Chine ?

Là encore, avec sa libre concurrence, l'UE ne joue pas le même jeu que la Chine, qui a toujours favorisé ses propres productions et ses capacités industrielles. Je ne pense pas que les produits chinois vont déferler sur l'Europe à cause des barrières tarifaires érigées par Trump. Ses produits déferlent plutôt au Brésil. La crise Covid nous a montré qu'il faudrait produire localement. Certains secteurs ont commencé à le faire. Mais, depuis, c'est de nouveau « business as usual » (« les affaires continuent » - NDLR). Ce qu'impose Trump nous oblige à revoir nos filières. Ne pas agir maintenant, c'est prendre un retard irrémédiable, alors que nous sommes déjà à la traîne. L'Europe sera-t-elle capable de le faire ? Jusqu'à présent, le principal frein était l'Allemagne, qui s'était tournée vers les exportations, notamment vers la Chine. Cette période est révolue. Les Chinois n'ont plus besoin de nos produits et ont pris de l'avance sur la voiture électrique. Il faut donc réfléchir à une relance interne à l'Europe. Le futur chancelier allemand, Friedrich Merz, semble avoir compris que l'époque de l'accumulation des excédents commerciaux est révolue. Mais va-t-il pousser à la production européenne ?

Qu'en est-il de Paris ?

Nos gouvernants croient aux vertus du libre-échange et de la mondialisation. Ils forment la queue de comète du néolibéralisme. Si elle le décidait, la France pourrait impulser une politique industrielle et remettre en place une véritable



DANY LANG
Maître
de conférences
à l'université
Sorbonne-Paris Nord



Selon Dany Lang, le locataire de la Maison-Blanche « érige même des barrières douanières contre l'avis des acteurs des secteurs concernés, comme les constructeurs automobiles états-uniens ».

ARTUR WIDAK/NURPHOTO/AFP

Si la Maison-Blanche persiste, la Chine dit vouloir « se battre jusqu'au bout »

Alors que Pékin pourrait voir ses exportations vers les États-Unis taxées à 104 % dès ce 9 avril, le Parti communiste chinois a déjà pris des mesures pour résister, sinon répliquer.

Pékin tient la barre, malgré les lames de fond protectionnistes de Washington. La dernière d'entre elles est une menace : 50 % de taxes supplémentaires sur les exportations chinoises, qui seraient donc visées par des droits de douane exorbitants de 104 % au total. Donald Trump a indiqué sur son réseau Truth Social qu'elles entreraient en vigueur ce 9 avril, si la Chine ne retire pas ses propres taxes de 34 % sur les produits états-uniens. « La menace américaine (...) est une erreur sur une autre (erreur) et révèle une fois de plus la nature du chantage des États-Unis », a immédiatement réagi le ministère du Commerce. *La Chine n'acceptera jamais cela. Si les États-Unis persistent à suivre cette voie, la Chine se battra jusqu'au bout.* »

Des « contre-mesures », elles aussi additionnelles aux précédentes, ont été brandies par Pékin, qui exhorte Washington à « annuler toutes les mesures tarifaires unilatérales » et « mettre fin à la répression économique et commerciale de la Chine ». Principale fournisseuse des États-Unis, elle a pourtant le coffre pour résister à un doublement du prix de ses exportations vers les États-Unis. D'autant qu'elle est rodée aux sanctions depuis les administrations Obama, Trump I et Biden. « Notre dépendance au marché américain a diminué », remarque un éditorialiste du *Quotidien du peuple*. *Les exportations chinoises vers les États-Unis, en pourcentage des exportations totales, sont passées de 19,2 % en 2018 à 14,7 % en 2024.* »



HABO JIN/GETTY IMAGES/NORTH AMERICA/APP

Le comité central du Parti communiste chinois (PCC) actionne donc plusieurs leviers pour répliquer à la Maison-Blanche. Il a même été proactif en prenant de grandes décisions économiques lors de l'Assemblée nationale populaire annuelle de début mars (utilisation des fonds des bons du Trésor, augmentation du déficit budgétaire). Le soutien du marché intérieur, déjà, avec la banque centrale qui a, par exemple, augmenté les avoirs du fonds d'investissement Central Huijin cette semaine, en plus d'une progression des ventes domestiques. L'ouverture accrue aux investissements étrangers, comme décidée par le bureau politique du PCC en janvier. Ou encore l'obstruction à l'acquisition des ports panaméens de Balboa et Cristobal par BlackRock, le 2 avril.

Locomotive des pays du Sud global et initiatrice de l'initiative « ceinture et route », la Chine compte réorganiser ses alliances et renforcer les organisations

existantes telles que les Brics +, l'Asean ou l'Organisation de Shanghai, en mobilisant les États contre la première puissance mondiale. « L'abus des droits de douane par les États-Unis revient à priver les pays, en particulier ceux du Sud, de leur droit au développement », avançait le porte-parole du ministère des Affaires étrangères lundi 7 avril, ce qui « creusera encore davantage l'écart entre les riches et les pauvres dans chaque pays ». Les dirigeants plaident ainsi pour un rapprochement avec l'Union européenne, un temps mis à mal par Ursula von der Leyen et ses enquêtes antisubventions sur les véhicules électriques chinois. Jeudi et vendredi, le premier ministre Li Qiang accueillera son homologue espagnol Pedro Sanchez. « L'économie chinoise est un océan », qui reste calme malgré les tempêtes et le gel, poétisait Xi Jinping en 2018, et qui « embrasse tous les fleuves ». ■

AXEL NODINOT

planification. C'est maintenant qu'il faut le faire. Mais ce n'est pas dans le vieux logiciel de nos dirigeants actuels.

La crise boursière peut-elle se muer en crise économique généralisée ?

Si la Chine poursuit ses mesures de rétorsion, il n'est pas exclu que les marchés financiers s'effondrent. Le problème n'est pas économique, mais politique. Trump ne met en œuvre aucune théorie économique rationnelle. Il est encore plus irrationnel que les marchés ! Nous assistons à la fin des illusions concernant « la fin de l'histoire », avec le néolibéralisme au centre de tout. La question est de savoir ce qui adviendra. Le meilleur n'est pas certain, mais le pire n'est pas nécessaire. Les citoyens doivent se ressaisir de la question politique pour faire advenir un futur plus désirable. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STÉPHANE GUÉRARD

JEUDI 17 AVRIL

Opération portes ouvertes du journal

Participez à la réalisation du journal avec les équipes de **L'Humanité** !

L'Humanité

L'Humanité
magazine

Humanité.fr



Inscription en ligne **OBLIGATOIRE**



AU PROGRAMME

- 9h00** Accueil des participants
- 9h30** Début de la conférence de rédaction en public
- 10h30** Rencontre et échanges avec la direction du journal
- 11h00** Visite des locaux